

## ÉTAT ACTUEL DE LA DÉMARCHE

Toutes les phases techniques menées pour l'élaboration du document sont maintenant terminées ; la concertation avec les élus et la population se poursuit jusqu'à l'approbation du document par le Préfet de Charente-Maritime.

### ➤ Définition des aléas

#### ↳ Submersion marine :

La circulaire du 27 juillet 2011 du MEDDTL, ainsi que le guide méthodologique d'élaboration des PPRL de 2014 définissent les principes à prendre en compte dans le cadre de l'établissement de Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

Pour définir les aléas, il faut s'appuyer sur un événement de référence de base qui est, soit l'événement historique le plus fort avéré, d'occurrence au moins centennale et à défaut, un événement d'occurrence centennal calculé, c'est à dire qu'il a 1% de probabilité de se produire chaque année.

### L'événement de la tempête Xynthia peut être retenu comme événement de référence sur le bassin Nord du département.

La circulaire citée ci-dessus impose que deux aléas de référence soient étudiés afin de prendre en compte les effets du changement climatique :

- ✓ Un aléa court terme : événement de référence + 20 cm d'élévation du niveau marin au large, => définition de la constructibilité des projets,
- ✓ Un aléa long terme : événement de référence + 60 cm d'élévation du niveau marin au large, => définition des mesures de réductions de la vulnérabilité ou « cote plancher » .

À partir de ces niveaux marins, et en prenant en compte dans une modélisation adaptée et calée pour la reproduction de l'événement Xynthia le risque de rupture des ouvrages de protection (hypothèses de brèches et d'effacement), la propagation des volumes franchissant les protections a été reproduite.

Les résultats des modélisations permettent de caractériser, qualifier et cartographier à l'échelle cadastrale les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement qui serviront de base à la définition des aléas submersion des PPRL.

### L'aléa submersion marine est défini par combinaison de deux composantes :

- ✓ la hauteur d'eau, obtenue par la comparaison des cotes d'eau atteintes et la topographie du terrain naturel (issue du modèle numérique de terrain Litto3D),
- ✓ la vitesse d'écoulement maximale et la dynamique des eaux (déferlement...).

Quatre niveaux d'aléas, obtenus par croisement des paramètres physiques précédents, ont été qualifiés et cartographiés à l'échelle cadastrale et par commune :

Hauteur (m) \ Vitesse (m/s)	0 à 0,5	0,5 à 1	Supérieure à 1
0 à 0,25	Faible	Modéré	Fort
0,25 à 0,75	Modéré	Modéré	Fort
Supérieure à 0,75	Fort	Fort	Très fort

Sur cette base validée, et en fonction des travaux PAPI programmés, de nouvelles modélisations prenant en compte ces nouvelles protections sont menées et les cartes d'aléas adaptées.

Toutes les cartographies ont été remises aux communes et sont consultables sur <http://www.charente-maritime.gouv.fr>

#### ↳ Érosion côtière (ou recul du trait de côte) :

Le taux d'érosion annuel historique identifié par secteur homogène du littoral, a permis, à partir de la position du trait de côte actuel, de définir la position de celui-ci à l'horizon 100 ans.

L'aléa érosion littorale est matérialisé par la bande de terrain susceptible d'être érodée à l'échéance de 100 ans (zone comprise entre le trait de côte actuel et celui à l'horizon 2100). Seul un niveau d'aléa fort a été retenu pour ce phénomène en considérant son caractère irréversible.

La description plus détaillée de l'ensemble du travail mené jusque-là avait été présentée en mars 2013 dans la plaquette n°1 émise lors de la première série de réunions publiques.

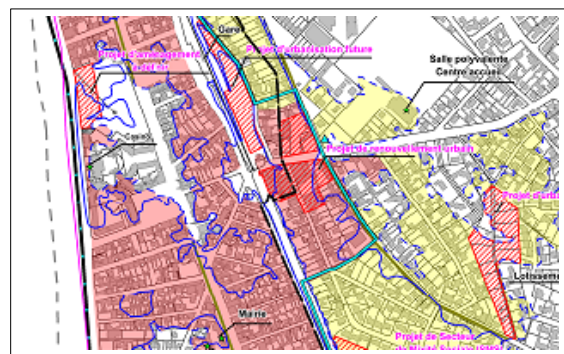
### ➤ Définition des enjeux

Cette phase a été menée en premier lieu par approche de synthèse des éléments disponibles et en concertation entre les services de l'État, la CdA et les communes concernées. Par ailleurs, lors de réunions bilatérales menées ensuite entre chaque commune et les services de l'État, les documents produits ont été concertés et modifiés pour intégrer la vision locale des enjeux communaux.

Les enjeux correspondent à l'ensemble des personnes, des biens, du patrimoine et des activités concernés par les aléas identifiés sur chaque commune. Ils sont appréciés, dans les zones exposées aux aléas, de façon qualitative à partir de l'occupation des sols actuelle et celle envisagée à court ou moyen termes.

Par ailleurs, lors des réunions bilatérales, les élus ont pu faire part aux services de l'État de tous leurs projets dans les zones à risques afin que soit examinée, dans le cadre du document réglementaire final, leur acceptabilité.

Des réflexions spécifiques sont également menées sur des secteurs particuliers tel que les secteurs portuaires, en prenant en compte les projets d'aménagements futurs.



Exemple de carte d'enjeux - Châtelailon-Plage

À noter que, sur l'ensemble des 18 communes de la zone d'étude, 15 000 personnes environ vivent en zone pouvant être submergée par l'événement de référence à long terme retenu. De même, près de 7000 emplois seraient impactés par ce même événement.

### ➤ Définition du zonage et du règlement

La détermination du zonage sur chaque parcelle est réalisée en croisant les aléas et les enjeux du territoire.

Dans les zones où l'aléa est important, le principe retenu est d'inscrire dans le document une inconstructibilité future des parcelles concernées pour les nouveaux projets. Toutefois, des prescriptions sur les bâtis existants permettant la réalisation d'extensions ou de réhabilitations tout en réduisant la vulnérabilité de l'ensemble.

De même, dans les zones aujourd'hui non urbanisées et sans enjeux futurs identifiés, ce même principe est mis en œuvre (sauf pour les zones naturelles uniquement soumises à un aléa submersion faible à long terme qui restent en totalité constructible).

Par ailleurs, pour tous les projets autorisés, des prescriptions constructives permettront de se prémunir du risque identifié.



Exemple de carte réglementaire - Châtelailon-Plage

#### ↳ Pour la submersion marine :

La zone immédiatement située en arrière des ouvrages de protection (Cf. le chapitre « bande de précaution » de la circulaire du 27 juillet 2011), est zonée avec **un principe d'inconstructibilité forte (Zone Rs1)** en raison de l'intensité du risque lié à la rupture potentielle des protections.

Pour ce même risque, en fonction de l'importance de l'aléa et par croisement avec les enjeux du territoire, il a été créé 2 zones à caractère inconstructible (**Rs2 et Rs3**) et 2 zones où l'urbanisation sera autorisée (**Bs1 et Bs2**).

Pour les terrains soumis à un risque à court terme modéré et situés dans un secteur urbanisé dense et historique, une zone spécifique dérogatoire a été créée (zone orange – **Os**). Dans ces secteurs, la constructibilité sous condition dans les terrains considérés comme des « dents creuses » en termes d'occupation urbaine et sur les parcelles vierges identifiées sur la carte de zonage réglementaire sera admise.

#### ↳ Pour l'érosion littorale (ou recul du trait de côte) :

Tous les terrains situés dans la zone soumise au recul du trait de côte sont identifiés en **zone Re à caractère totalement inconstructible**.

#### ↳ Adaptation générale des projets aux risques :

Quand les projets sont autorisés par le règlement, ils doivent respecter des prescriptions afin de s'adapter aux risques. Voici quelques exemples de prescriptions :

- 50 % d'occupation du terrain d'assiette (bâtiments existants + projets) sauf pour la zone Bs2 ;
- Respect d'une cote de référence dite « cote plancher » :  
=> au terrain naturel pour les abris en matériaux légers et les préaux ;  
=> à la cote de référence court terme (Xynthia + 20 cm) pour les annexes en dur ;  
=> à la cote de référence long terme (Xynthia + 60 cm) pour les nouveaux bâtiments et les extensions de bâtiments existants.

#### ↳ Exemples de possibilité réglementaire :

##### - Dans les zones bleues :

Constructibilité admise sous réserve de 50 % d'emprise au sol du terrain d'assiette et du respect de la cote de référence selon la nature du projet.

##### - Exemple de la zone Rs3 pour la destination d'habitat :

Si en zone Rs3, l'inconstructibilité est la règle générale, plusieurs adaptations du bâti existant sont néanmoins permises :

- l'extension par surélévation limitée à 30 m² ;
- l'extension au sol limitée à 30 m² à la cote long terme ;
- possibilité d'extension par surélévation limitée à 60 m² en cumulant extension au sol et surélévation lorsque l'extension au sol n'est pas réalisée (30 + 30 = 60 m²) ;
- annexe en dur limitée à 30 m² à la cote court terme ;
- annexe en matériau léger limitée à 15 m² au niveau du terrain naturel ;
- préau fermé sur deux côtés au niveau du terrain naturel, piscine enterrée, etc...

### Des dispositions spécifiques pour les bâtiments d'activités ostréicoles, nécessitant la proximité immédiate de l'eau ou agricole (Exemple en zone Rs3) :

- Création de nouveaux bâtiments ostréicoles limités à 500 m² au niveau du terrain naturel avec mise hors d'eau des équipements sensibles à la cote de référence court terme.
- Création de hangars agricoles de 1000 m² au niveau du terrain naturel.

### La démolition / reconstruction est admise :

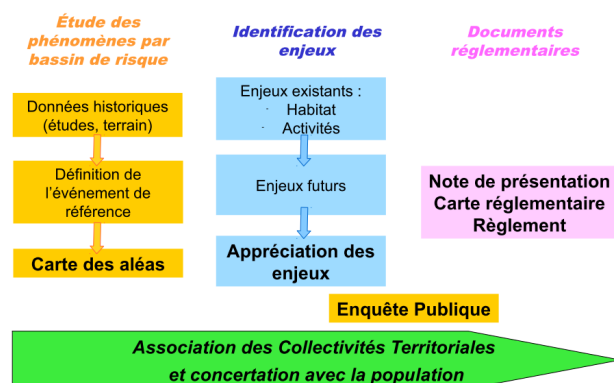
- suite à un sinistre accidentel d'origine autre que les risques traités par le PPRL :  
=> reconstruction à l'identique avec recommandation de mise hors d'eau.
- pour réduction de la vulnérabilité (hors zone Rs1 et Rs2) :  
=> à l'identique avec cote de référence long terme et possible implantation dans un secteur moins exposé.
- dans les 2 cas ci-dessus, possibilité d'assortir la reconstruction des possibilités d'extension au sol et/ou par surélévation dans les conditions fixées par chaque zonage réglementaire.



## LES PRINCIPALES PHASES D'ÉLABORATION DES PPRL

Pour chacun des risques étudiés, il s'agit :

- ✓ de répertorier les événements historiques (tempêtes, phénomènes de submersion, recul du trait de côte, mouvements de terrain), etc...
- ✓ de déterminer les aléas de référence sur chacun des secteurs étudiés (zones potentiellement soumises à l'érosion le long du littoral et/ou à la **submersion marine** et/ou aux mouvements de terrain),
- ✓ de caractériser et de qualifier les aléas,
- ✓ de répertorier les enjeux actuels et futurs (zones habitées, zones naturelles, agricoles et ostréicoles, zones d'activités, bâtiments publics, routes...) sur les zones soumises à chaque aléa,
- ✓ d'établir, par croisement des aléas et des enjeux, la cartographie du zonage réglementaire et d'associer un règlement spécifique à chaque zone.



## LA CONCERTATION AVEC LA POPULATION

Une concertation engagée avec la population sous différentes forme :

### ➤ Élaboration de plaquettes d'informations (cf. ce document)

- ✓ Mise à disposition de ces plaquettes auprès des services municipaux qui en assureront la diffusion auprès de la population.
- ✓ Une mise en ligne sur le site internet des services de l'État : <http://www.charente-maritime.gouv.fr>
- ✓ Des plaquettes réalisées pour chaque réunion publique.

### ➤ Constitution de panneaux d'information de chaque phase des études exposés dans chacune des mairies.

### ➤ Un cahier à remarques mis à disposition du public en mairie à proximité des panneaux d'information afin de recueillir en continu l'avis des riverains.

### ➤ Organisation de réunions publiques

- ✓ deux séries de réunions publiques organisées par regroupement de secteurs géographiques.
- ✓ Une première série de 7 réunions publiques en avril et mai 2013 qui a permis à la population de prendre connaissance du travail effectué jusqu'à la détermination des aléas en détaillant les études menées par les services de la CdA et de l'État.

## LA SUITE DE LA PROCÉDURE

Une phase de consultation des collectivités et des services institutionnels aura prochainement lieu (pour une durée de 2 mois). Pour les autres communes du bassin, cette phase se déroulera à l'issue des réunions publiques qui les concerneront.

A la suite de cette consultation, une enquête publique d'un mois sera menée sur chaque commune. Cette enquête publique sera l'occasion, pour chaque personne, de venir faire part de ses observations sur le projet de plan de prévention, par commune.

Dans l'attente, vos observations peuvent être consignées dans les cahiers à remarques disponibles en mairie.



PLAQUETTE D'INFORMATION N°2  
DÉCEMBRE 2017

## Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL)

Risques littoraux (érosion côtière et submersion marine)

### Bassin Nord du département Communes littorales et rétro-littorales de Châtaillon-Plage/Yves à Charron/Marans

Face aux événements tempétueux répétés, une grande partie du littoral français (façades de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée) est concernée par les risques d'érosion littorale et de submersion marine.

Cela a notamment été le cas, en Charente-Maritime, lors de l'événement hydrométéorologique du 27 au 28 février 2010 (tempête Xynthia) qui a engendré de nombreux dégâts sur l'ensemble de la façade Atlantique et de ses terres basses (surverse par passage par-dessus les protections ou par destruction de celles-ci et submersions généralisées sur l'ensemble des zones basses du territoire).



En Charente-Maritime, les conséquences importantes de cet événement sur la population et sur les enjeux d'urbanisme et économiques générées par cet événement ont conduit les services de l'État à décider de l'élaboration de plans de prévention des risques littoraux sur le Nord du département. Il a pour cela soutenu l'initiative de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle (CdA LR) d'engager une étude de submersion, visant à évaluer le risque de submersion marine et ses conséquences sur son territoire élargi à plusieurs communes hors CdA.

Ainsi, cette première étude (CdA) menée sur toutes les communes littorales et rétro-littorales entre Châtaillon-Plage et Marans (16 communes) a permis de définir les zones potentiellement submersibles et leurs caractéristiques à court et long termes en intégrant les dernières directives ministérielles.

Ce bassin d'études a été élargi à 18 communes en intégrant les communes de Saint-Xandre et Yves.

Sur les communes littorales, deux phénomènes naturels sont étudiés :

- ✓ le recul du trait de côte par l'érosion littorale,
- ✓ la submersion marine (submersion temporaire par la mer des terres situées en-dessous des niveaux des plus hautes eaux marines ou provoquée par franchissement de paquets de mer).

Pour les communes rétro-littorales, le risque érosion littorale n'est pas présent, et seule la submersion marine sera étudiée.

Pour la commune de Marans, le risque d'inondation de plaine est aussi intégré dans les études du PPRL.

## LES OBJECTIFS D'UN PPRL

Au regard des risques naturels, les PPRL permettent :

- ✓ une meilleure connaissance des phénomènes naturels étudiés comme la submersion marine par exemple,
- ✓ la définition d'actions en vue de protéger les personnes et les biens,
- ✓ un développement durable des territoires concernés en prenant en compte les risques et en adaptant les installations actuelles et futures,
- ✓ la sensibilisation et l'information de la population sur les risques.

## UNE FOIS LE PPRL APPROUVÉ

- ✓ Il devient une servitude d'utilité publique,
- ✓ Il devient opposable aux tiers,
- ✓ Il s'impose aux demandes d'occupation des sols ainsi qu'à tout document d'urbanisme opposable,
- ✓ Il est annexé au plan local d'urbanisme dans un délai d'un an.

## LA DÉMARCHÉ D'ÉLABORATION DES PPRL DU BASSIN NORD DU DÉPARTEMENT

La présente démarche concerne la réalisation des PPRL de dix-huit communes littorales et rétro-littorales du Nord du département de Charente-Maritime.

Cette étude, de la compétence des services de l'État, est conduite par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) avec l'appui du bureau d'études ARTELIA.

Cette démarche s'appuie sur les conclusions de l'étude de submersion menée par la CdA de La Rochelle en association étroite avec les services de l'État.

Les études d'élaboration des PPRL se déroulent en association avec les collectivités territoriales (communes concernées, CdA de La Rochelle, Communauté de Communes d'Aunis Atlantique, Syndicat Mixte du Pays d'Aunis, Conseil Départemental).

Les PPRL de chaque commune seront approuvés par le Préfet de Charente-Maritime après consultation des Collectivités Territoriales et de différents services institutionnels et enquête publique auprès de la population.

